

# Controverse sur les réformes sociales en Allemagne

Le salaire minimum légal et le bilan de la réforme du marché du travail divisent outre-Rhin.

**Marcel Linden**  
Correspondant en Allemagne

Les syndicats et patrons allemands ne respecteront pas cette fois la trêve des confiseurs. Ils sont d'avis partagés sur l'introduction du salaire minimum légal de 8,50 euros par heure à partir du Nouvel An et le dixième anniversaire de la fameuse réforme Hartz IV du marché du travail.

La confédération syndicale DGB exhorte les pouvoirs publics à surveiller sévèrement l'application du salaire minimum. *“Les employés de l'Horeca doivent en bénéficier à partir de la première nuit de l'année”*, a insisté un dirigeant syndical. Les contrevenants risquent une amende allant jusqu'à 500 000 euros. Le ministre du Travail de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Guntram Schneider, a annoncé une coopération intense entre ses services et les services douaniers chargés du contrôle du travail au noir.

## Risques de pertes d'emplois

Toutefois, selon des experts, il manquerait un millier de contrôleurs. Environ 4,7 millions de salariés bénéficieront du nouveau salaire plancher. Les professions les plus exposées sont les coiffeurs, les chauffeurs

de taxis, les garçons de café, les employés de l'hôtellerie, etc. Les salariés des entreprises de nettoyage touchent, eux, 9,40 euros. Et le secteur des abattoirs, où le recours à de faux indépendants roumains avait élevé des protestations de ministres belges, a passé en été 2014 une convention collective avec le syndicat sectoriel, prévoyant un paiement supérieur au salaire minimum.

La loi a fixé plusieurs exceptions: les chômeurs de longue durée, qui seront payés en dessous du seuil légal pendant les six premiers mois de travail, les jeunes de moins de 18 ans sans brevet de formation, les apprentis, les stagiaires. Enfin, ceux, pour lesquels une convention collective prévoit actuellement un paiement inférieur à 8,50 euros, recevront le salaire minimum à partir de janvier 2017. Les économistes craignent des pertes d'emplois. Cela est surtout vrai pour l'Allemagne de l'Est, où les salaires et la productivité sont bas.

## La loi Hartz IV bénéfique ?

Un sujet qui, en ce moment, échauffe encore plus les esprits que le salaire minimum, porte sur les réformes du gouvernement Schröder, considérées comme les réformes sociales les plus importantes de l'après-guerre. La loi dite Hartz IV, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005, avait relancé le marché de l'emploi. Elle avait fusionné le régime des

chômeurs de longue durée (au chômage depuis douze mois) et l'assistance sociale. Pour la première fois, les agences de l'emploi avaient la possibilité d'offrir des jobs aux personnes figurant dans l'assistance sociale. Pour Frank-Jürgen Weise, président de l'Agence fédérale de l'emploi, *"Hartz IV a redonné du travail à des centaines de milliers de personnes, qui auparavant figuraient dans l'assistance sociale des communes. Cela est le plus grand succès"*.

Dans d'autres pays européens, ajoutait-il, les personnes concernées reçoivent aussi de l'argent, mais on ne les aide pas à réintégrer le marché du travail. Les chiffres sont patents: depuis 2005, le nom-

bre de chômeurs est passé de cinq à moins de trois millions. Celui des chômeurs de longue durée a diminué de 700 000 unités, s'inscrivant à 1,1 million. Le nombre des personnes soumises au régime Hartz IV a, lui, reculé d'un sixième, revenant de 7,4 millions en 2006 à 6,1 millions.

Les économistes se battent pour savoir si cette amélioration est due en premier lieu aux réformes ou à la performance de l'économie allemande. Les deux facteurs doivent avoir joué. Les syndicats, qui ont toujours critiqué les réformes, exigent que l'Etat fédéral aide davantage les chômeurs de longue durée.

A stylized graphic of the number 8,50, where the digits are composed of a grid of small dots, giving it a textured, almost 3D appearance.

## EUROS

Le montant du salaire minimum légal par heure de travail en Allemagne.